

**Yolande Cohen (sous la direction de), *Femmes et contre-pouvoirs*, Montréal, Boréal Express, 1987, 241 p.**

Linda Cardinal

Numéro 13, printemps 1988

Crise de décision

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040594ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040594ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

0711-608X (imprimé)

1918-6584 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Cardinal, L. (1988). Compte rendu de [Yolande Cohen (sous la direction de), *Femmes et contre-pouvoirs*, Montréal, Boréal Express, 1987, 241 p.] *Politique*, (13), 160–165. <https://doi.org/10.7202/040594ar>

Yolande Cohen (sous la direction de), *Femmes et contre-pouvoirs*, Montréal, Boréal Express, 1987, 241 p.

«La querelle du féminisme a fait couler assez d'encre, à présent elle est à peu près close n'en parlons plus.» Il est intéressant de relire cette phrase écrite en 1949 par Simone de Beauvoir, et de penser que 20 ans plus tard, l'irruption d'un nouveau mouvement féministe portait encore une fois «la querelle du féminisme» sur la place publique. Par contre nous observons aujourd'hui, 40 ans après la parution du *Deuxième sexe*, deux faits qui s'imposent à nous, celui de l'entrée des femmes dans presque tous les domaines d'activité et celui du bouleversement de leur identité. Aussi, serait-il légitime de penser que la querelle du féminisme aurait été conclue une fois pour toutes? Cette idée peut être répandue actuellement, la lecture de l'ouvrage que nous propose Yolande Cohen, *Femmes et contre-pouvoirs*, nous fait voir un autre paysage.

Inspirée de la recherche d'une parole des femmes qui marquerait le contenu de la politique, Cohen vise, avec *Femmes et contre-pouvoirs*, à nous offrir un tableau «des expériences et stratégies politiques diverses que les femmes ont déployées» (p. 9). Le livre s'ouvre aussi sur une hypothèse, celle de la capacité des femmes

à transformer le pouvoir politique tout en s'y intégrant. Par contre, on nous fait part, au fur et à mesure que l'on avance dans la lecture des textes, de la sombre conclusion que les femmes seraient toujours exclues du pouvoir.

En cette période d'intégration des femmes aux institutions sociales, économiques et politiques, se pencher sur le type de rapports qu'elles entretiennent avec le pouvoir devient donc urgent.

L'ouvrage dirigé par Yolande Cohen, *Femmes et contre-pouvoirs* s'inscrit dans le contexte de ce débat sur le rapport des femmes au pouvoir et plus particulièrement sur la place des femmes dans la vie politique. Plus que la sphère de l'économie, celle de la politique, apparemment autonome et vide, capable d'être intégrée par tous, devrait constituer un lieu ouvert à la participation des femmes en tant que sujet historique et politique.

Issu du colloque «Pouvoirs et contre-pouvoirs: la place des femmes dans la vie politique» tenu à l'UQUAM du 4 au 8 juin 1985, le livre consiste en un recueil de textes qui rapporte l'expérience sociale et politique des femmes venant d'Europe, d'Amérique latine, du Québec et du Canada. Aussi, Yolande Cohen et sa collaboratrice Michela De Giorgio nous proposent de lire ce tableau moyennant une approche qui s'articule autour d'une nouvelle catégorisation de l'histoire politique des femmes. Elles nous invitent à regarder l'ensemble des textes et à les penser selon deux notions, celles de temps forts et de temps faibles ou de périodes d'effervescence et de périodes froides. Dans le premier cas les femmes viseraient à mettre en cause les rôles sexuels et la délimitation du privé et du public, dans le second cas, elles affirmeraient davantage la différence des sexes. Cohen et De Giorgio croient qu'en temps fort on assisterait à de grandes participations politiques des femmes, alors qu'en temps faible l'espace politique serait plus fermé à l'intervention féminine. Ces distinctions servent à resituer les moments de l'activité politique et sociale des femmes dans leur contexte social historique. Mais plus qu'une autre hypothèse, cette

articulation constitue le principe organisateur du livre que Cohen et De Giorgio divisent en trois parties: la première intitulée «en périodes d'effervescence», la deuxième, «en périodes froides» et la troisième, «une politique des femmes». Nous n'avons pas le temps, dans le cadre de ce compte-rendu, de passer en revue tous les textes retrouvés dans chacune de ces sections. Aussi, nous nous limiterons aux questions qu'ils suscitent.

Parmi les articles à retenir de la première partie, nous pensons plus particulièrement à celui de Judith Astelarra, «La transition vers la démocratie en Espagne». Sa présentation de l'expérience des féministes espagnoles dans le mouvement de démocratisation nous fait prendre conscience de façon aiguë de ce fait troublant, que démocratie ou non, les femmes demeurent loin des hauts lieux du pouvoir.

En fait, nous nous demandons avec Astelarra, pourquoi le mouvement féministe en Espagne comme ailleurs, a échoué devant les institutions politiques et dans le domaine des négociations de politiques en faveur des femmes. Selon Astelarra, les féministes espagnoles n'auraient pas vraiment eu de véritables débats sur l'idée de démocratie. En Espagne comme dans d'autres pays occidentaux, elles auraient été absentes de la vie publique, repliées sur les questions personnelles.

Des articles regroupés dans la deuxième partie du livre, «en périodes froides», nous avons surtout retenu celui de Caroline Andrew, «Bénévolat et lobby féminin à Ottawa». Elle discute des stratégies qu'utilisent les femmes qui siègent au Conseil des organismes sociaux d'Ottawa afin de nous amener à mieux comprendre le type de politique qu'elles développent (cf. p. 127). À défaut de projet politique féministe, la question des stratégies prendrait-elle, en temps faibles, la place des utopies?

Du même coup, quoi penser de l'article de Cohen, «L'Association des Cercles de fermières au Québec: sociabilité et influence sociale» et de celui écrit par Maria Belo, «Un héros des femmes

portugaises»? Devons-nous considérer l'intervention sociale des femmes comme une contribution à leur émancipation et à leur autonomie au même titre que l'intervention féministe?

La catégorisation que nous proposent Cohen et De Giorgio est importante car elle permet, comme nous l'avons mentionné plus haut, de jeter un nouveau regard sur l'histoire de la lutte des femmes et plus particulièrement sur leurs capacités effectives à intégrer le pouvoir et à le transformer. Cette histoire ne peut plus être réduite à une question de priorité d'une lutte sur une autre (lutte de classes/lutte de sexes), car inspirées d'un pluralisme d'interprétation, Cohen et De Giorgio nous proposeraient plutôt d'articuler l'action sociale et politique des femmes autour d'un *rapport*, celui des femmes au pouvoir et selon des temps historiques précis. Le lecteur de *Femmes et contre-pouvoirs* n'en demeure pas moins troublé par la discontinuité entre les textes. De là, la faiblesse du livre et par le fait même, de l'approche qui nous est proposée.

La reconnaissance de la multitude des discours des femmes donne-t-elle réellement plus de force au mouvement féministe? Politiquement et théoriquement, l'effet nous apparaît plutôt quantitatif que qualitatif. Le pluralisme permet une plus grande intégration des divers types d'action des femmes au mouvement. Il ne peut, à lui seul, constituer le point de départ d'une réarticulation de la place des femmes dans la vie politique. Il faudrait davantage réfléchir sur ce que l'on entend par l'idée d'une transformation de la politique et sa féminisation, ce qui ne nous a pas semblé évident dans les textes que nous avons lus. D'ailleurs, certaines des idées discutées par les différents auteurs nous ont souvent amenée à nous interroger sur la proximité entre le mouvement des femmes, la démocratie et l'émancipation.

De plus, la distinction entre temps faibles et temps forts semble en recouper une autre, celle du politique et du social. Et à défaut d'une réarticulation du rapport entre les deux, la nouvelle

catégorisation de l'histoire que nous proposent Cohen et De Giorgio pourrait déboucher sur une vision plutôt restrictive et formelle de l'expérience sociale et politique des femmes, ou encore une fois, du rapport entre la différence et l'égalité.

En fait, cette nouvelle catégorisation privilégie une question de plus en plus discutée lorsque l'on s'interroge sur la portée des mouvements de contestation et de réforme radicale de la société, celle de la démocratie. À ce moment, la recherche d'une parole de femme semblerait avoir été précédée de la prise de conscience par un bon nombre de féministes, de l'importance de la démocratie en tant que forme ouverte à l'action des femmes. Comme l'écrit Cohen: «Certes, la démocratie peut toujours être critiquée: mais elle l'est, non pas parce qu'elle est mauvaise, mais parce qu'elle est susceptible d'être sans cesse améliorée.» (p. 220) Ceci dit, quel contenu doit-on donner à la démocratie? En quoi celle-ci peut-elle être marquée de l'inscription du féminin? Doit-on, du même coup, renvoyer l'idée d'une création de nouvelles formes de pouvoir au militantisme d'une certaine époque, les années 1970? Peut-on cerner, dans la pratique actuelle du mouvement des femmes, les germes d'un nouveau pluralisme féministe porté par l'idéal démocratique?

La dernière partie de l'ouvrage s'ouvre directement sur une recherche d'une politique pour les femmes, de nouvelles utopies et visions du monde. Le texte de Micheline de Sève, «Une politique pacifiste», celui d'Élisabeth Badinter, «Une perspective pour l'an 2,000» et de Yolande Cohen, «Et la démocratie» apparaissent incontestablement les plus fertiles en possibilités.

Comment penser l'égalité et simultanément respecter la différence de l'expérience des femmes demande Micheline de Sève. Et elle ajoute justement qu'il «n'y a pas de féministe qui nie cette expérience, ce qu'elles ne veulent pas, c'est d'être exclues à cause de la différence.» (p. 182) Plus loin, Élisabeth Badinter, reconnaît combien la définition des sexes a changé depuis les

années 1960 et elle souligne que les femmes sont passées du droit de vote à celui de pouvoir disposer de leur corps. (cf. p. 205) Aussi, selon elle, la venue du troisième millénaire incarnera l'expérience d'un «extraordinaire renversement des rapports de force». (p. 216)

Politiquement, quelle forme prendra ce changement alors que l'on doit faire face, encore aujourd'hui, au fait que les femmes sont toujours facilement oubliées et rapidement éliminées de la sphère du politique. Ceci nous amène, de nouveau, à l'article de Yolande Cohen, «Et la démocratie»? Celle-ci conclut qu'en temps forts, comme en temps faibles, les femmes participent plus ou moins au pouvoir. Une absence néfaste pour la démocratie nous dit Cohen. «Elle en perturbe le fondement essentiel: l'égalité pour tous.» «C'est pourquoi la question de la participation politique des femmes atteint aujourd'hui ce niveau de centralité.» (p. 221) Cohen parle aussi d'avenir et elle semble d'avis que le mouvement des femmes porte actuellement en germes, les grands traits d'une politique à venir, multiforme et flexible. Laissons-lui ces dernières lignes.

«S'éloignant des confins du particularisme où on veut l'enfermer, le féminisme continue d'alimenter des utopies. L'utopie d'abolir la domination, ressentie par les femmes comme l'exigence d'établir de nouveaux rapports entre elles et les hommes, a déjà façonné une nouvelle répartition de leurs pouvoirs. Quant à la vision du monde qui sous-tend leur configuration, il nous faut l'inventer. Reste à savoir si les femmes le voudront et si les hommes le pourront.» (p. 224)

Linda Cardinal  
Université d'Ottawa